

LPM : Les industries de défense à la peine



Article rédigé par *Conflits*, le 28 juin 2023

Source [Conflits] : Les annonces relatives à la nouvelle loi de programmation militaire ont fait l'effet d'une douche froide pour l'industrie française de défense. Alors que les acteurs du secteur s'attendaient à une hausse des commandes en cohérence avec les proclamations d'économie « de guerre », et avec la nécessité de faire face à la « haute intensité » des conflits prévisibles, ce sont in fine le cyber, l'espace et l'outre-mer qui sont favorisés. Des contradictions qui mettent en difficulté la BITD.

Depuis l'électrochoc ukrainien, le ministère de la Défense n'a plus qu'une idée en tête : être en mesure de faire face à un conflit de haute intensité. C'est d'ailleurs ce qui a conduit Emmanuel Macron à annoncer début avril un effort budgétaire de 400 milliards d'euros. Un effet d'annonce soutenu par un discours cohérent, mais que la réalité des efforts envisagés, avec une tendance marquée vers des domaines novateurs, mais pas directement liés aux enseignements tout chauds de la guerre en Ukraine, ne traduit pas dans la réalité. Pas plus d'ailleurs que le calendrier, d'emblée objet de divergences marquées au sein de l'exécutif. Bruno Le Maire et Sébastien Lecornu, ministre des Armées, s'opposent à Elisabeth Borne au sujet de l'échelonnement des augmentations budgétaires promises d'ici à 2030. Si le budget des armées doit augmenter de plus de 3 milliards par an pour atteindre 413 milliards en fin d'exercice, Matignon souhaite des augmentations limitées en début de période puis crescendo dans le quinquennat suivant, tandis que Brienne met en avant les besoins immédiats des armées pour compléter leurs stocks ou être à la hauteur des missions à venir.

[Lire la suite](#)

28/06/2023 01:00